

Dans notre bulletin d'octobre : rencontrer des collègues ombudsmans de partout au Canada, la Journée Passez au mauve, et plus encore!

[Consultez ce courriel dans votre navigateur](#)

[Transférez à un\(e\) ami\(e\)](#)



[Pour en savoir plus sur notre Bureau, consultez notre site web](#)

Voulez-vous nous suivre sur les médias sociaux?

Abonnez-vous à nos comptes [Facebook](#), [Twitter](#) ou [Instagram](#) pour rester au courant de toutes les dernières informations sur notre Bureau, et pour savoir comment nous pouvons vous aider!



Connexion avec des collègues ombudsmans de partout au Canada

Pourquoi nous « passons au mauve » le 27 octobre

Ici, là et partout!

Comment nous avons aidé - Cas sélectionnés

Travaillez avec nous!

Connexion avec des collègues ombudsmans de partout au Canada



Les 18 et 19 octobre, des membres du personnel de bureaux d'ombudsman et de surveillance de partout au pays se sont rencontré(e)s à Ottawa pour le congrès biennal du Forum canadien des ombudsmans. Cette année, l'événement s'est déroulé sur le thème « Ensemble de nouveau : renforcer le rôle de l'ombudsman par les échanges et l'inclusion », et il a accueilli plus de 150 participant(e)s en personne et 70 participant(e)s en mode virtuel pour discuter des défis communs et des grands enjeux auxquels se trouvent confrontés les bureaux d'ombudsman ainsi que les personnes que nous cherchons à aider.

L'Ombudsman de l'Ontario, Paul Dubé, et ses collègues se sont adressé(e)s aux délégué(e)s lors de trois sessions distinctes. Le premier jour du congrès, l'Ombudsman Paul Dubé et l'Ombudsman de la Colombie-Britannique Jay Chalke ont échangé des stratégies pour permettre une mobilisation concrète face aux questions qui touchent les peuples et les groupes autochtones, dans le but de promouvoir la réconciliation.

La directrice de notre Unité des enfants et des jeunes, Diana Cooke, a fait équipe avec l'avocate générale Laura Pettigrew pour animer une session sur la façon d'intégrer un langage inclusif aux rapports d'enquête.

La Commissaire aux services en français, Kelly Burke, a présenté les faits saillants de sa récente enquête sur les coupes effectuées par l'Université Laurentienne dans les programmes de langue française. Sa présentation a porté sur le rôle d'un(e) commissaire aux langues dans un bureau d'ombudsman, et sur les stratégies propices à des enquêtes efficaces, aboutissant à de solides recommandations. Toutes les recommandations de la

Commissaire dans cette affaire ont été acceptées. Vous pouvez lire le rapport [Renforcer la désignation : Un travail collaboratif](#).

Pourquoi nous « passons au mauve » le 27 octobre



Chaque année au mois d'octobre, les sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario font une campagne de sensibilisation au rôle important des personnes et des communautés dans le soutien apporté aux enfants et aux jeunes vulnérables, avec le slogan « Passez au mauve ».

Le 27 octobre – Journée Passez au mauve – l'Ombudsman et son personnel ont partagé leurs réflexions sur ce que signifie pour eux(elles) l'aide aux enfants et aux jeunes pris(es) en charge qui contactent notre Bureau – et sur la signification de porter du mauve ce jour-là.

Les jeunes pris(es) en charge [ont le droit](#) de contacter le Bureau de l'Ombudsman chaque fois qu'ils(elles) le souhaitent. Par exemple, s'ils(elles) pensent avoir été traité(e)s injustement, ou s'ils(elles) ont des questions sur leurs droits spécifiques à un certain niveau de soins dans le système de protection de l'enfance.

ICI, LÀ ET PARTOUT



Vous avez manqué la Journée de l'Ombudsman? Regardez cette vidéo

Chaque année, le deuxième jeudi d'octobre, c'est la Journée de l'Ombudsman. Les personnes qui exercent cette fonction, et d'autres organismes de surveillance, mettent en lumière la profession d'ombudsman et sensibilisent le public à la manière dont un(e) ombudsman lutte pour l'équité.

Pour marquer la journée, cette année, nous avons réalisé une courte vidéo qui répond à la question : « Qu'est-ce qu'un(e) ombudsman? » Pour commencer, ce terme non genré est originaire de la Suède et signifie « représentant(e) des citoyen(ne)s ». [Regardez pour en savoir plus.](#)

Efforts pour appuyer les communautés autochtones et la réconciliation

Le 21 octobre, l'Ombudsman Paul Dubé a fait une présentation dans le cadre d'un groupe de discussion à la conférence annuelle de l'Institut d'arbitrage et de médiation du Canada, à Ottawa. Le groupe, qui comprenait des représentant(e)s des bureaux d'ombudsman de la Colombie-Britannique et des Territoires du Nord-Ouest, ainsi que l'Ombudsman de l'American Indian Families of Minnesota, a discuté de ses approches pour améliorer les services aux communautés autochtones, dans le but de favoriser la réconciliation.



École pour les surintendant(e)s de conseils scolaires

Le 13 octobre, le gestionnaire du Règlement préventif Paul Sloan a fait une présentation virtuelle au Programme menant à la qualification d'agente ou agent de supervision, dans le cadre d'un cours de formation pour les surintendant(e)s de conseils scolaires. La présentation et les discussions animées qui l'ont accompagnée ont porté sur l'accent mis par notre Bureau sur l'équité administrative et la façon dont nous réglons les plaintes au sujet des conseils scolaires. [Apprenez-en plus sur les types de questions concernant les conseils scolaires que nous pouvons résoudre, dans notre plus récent rapport annuel.](#)

Vous avez des préoccupations concernant un conseil scolaire ou une administration scolaire? Nous pouvons recevoir les plaintes au [téléphone](#), [par courriel](#) ou sur notre [site Web](#).



Bonjour Kingston!

Le 15 octobre, le personnel de notre Unité des services en français a participé à la [Franco-Foire organisée par l'Association canadienne-française de l'Ontario Mille-Îles \(ACFOMI\)](#), événement communautaire qui met en vedette divers organismes francophones et leurs produits et services en français dans la région de Kingston et des Mille-Îles.

Nous avons partagé de l'information sur le rôle de la Commissaire aux services en français et sur la façon dont nous recevons les cas et les résolvons. Beaucoup de visiteur(euse)s nous ont fait part de leurs expériences en matière d'accès aux services gouvernementaux en français, et nous ont exprimé leur gratitude pour notre travail.

Boucler la boucle : Fin des tables rondes francophones

La Commissaire aux services en français, Kelly Burke, a terminé ce mois-ci sa série de tables rondes virtuelles avec les directeur(rice)s généraux(ales) d'organismes francophones. Des groupes du centre (Région du grand Toronto et Penetanguishene), de l'est (région d'Ottawa) et du sud-ouest (Kitchener-Waterloo, Guelph, London, Sarnia-Lambton, Windsor et le Niagara) ont fait part des préoccupations de leurs membres ainsi que de leurs expériences avec notre Bureau. (Les tables rondes avec les groupes du niveau provincial et ceux du nord ont eu lieu en septembre.) Les participant(e)s ont fourni de précieuses indications sur les difficultés rencontrées par les francophones et ont fait des suggestions pour améliorer la prestation des services en français partout dans la province.

Services en français : C'est la loi

Le 17 octobre, la Commissaire aux services en français, Kelly Burke, a fait une présentation aux étudiant(es) de l'École d'Affaires publiques et internationales de Glendon

(ÉAPI). Sa présentation a donné un aperçu de haut niveau de la *Loi sur les services en français* ainsi que de ses recommandations au gouvernement depuis 2020, qui sont centrées sur la planification et l'évaluation des services en français pour s'assurer qu'ils sont équivalents à ceux offerts en anglais. La Commissaire a fait une présentation similaire le 31 octobre devant un groupe d'étudiant(e)s en droits linguistiques à la Faculté de droit de l'Université du Manitoba.

COMMENT NOUS AVONS AIDÉ - CAS SÉLECTIONNÉS



Aide à l'identification

Un jeune de 14 ans a eu besoin de notre aide pour obtenir des documents d'identité afin de s'inscrire à l'école et d'accéder aux soins de santé après avoir été retiré de son domicile par une société d'aide à l'enfance (SAE) pour des raisons de sécurité.

Ce jeune avait demandé l'aide de son travailleur social car il ne parvenait pas à obtenir ses papiers d'identité auprès de sa mère. Étant resté sans nouvelles de ce travailleur social pendant plus de deux semaines, il a contacté notre Bureau. Nous avons parlé à ce travailleur social, qui nous a dit qu'il devrait rédiger une « lettre d'appui » au nom de l'adolescent, puis emmener celui-ci dans un centre de ServiceOntario pour obtenir les documents d'identité. Nous lui avons demandé de prendre rendez-vous, ce qu'il a fait, et le

jeune a reçu sa nouvelle carte d'identité temporaire en trois jours.

Les membres du personnel de notre Unité des enfants et des jeunes vous écouteront, répondront à vos questions, examineront vos préoccupations au sujet des expériences vécues et des services fournis aux jeunes pris(es) en charge par le système de bien-être de l'enfance, et aideront à trouver des solutions. [Contactez-nous](#).

Cliquez ici pour en savoir plus sur la façon dont nous avons apporté notre aide pour régler des questions ou des problèmes concernant des enfants et des jeunes



Remboursement post-mortem

Un homme qui avait continué à verser régulièrement une pension alimentaire à son ancienne belle-mère, qui s'était occupée de sa fille devenue adulte depuis, s'est plaint auprès de nous après avoir appris que cette femme âgée était décédée depuis plus d'un an. Il avait alerté le Bureau des obligations familiales (BOF) – qui avait géré les paiements de pension alimentaire – et il avait demandé le remboursement de tous les paiements prélevés après le décès de cette femme. Nous avons découvert que les responsables du BOF n'avaient jamais été informé(e)s du décès de cette femme et s'apprêtaient de transférer les fonds au ministère des Finances parce qu'ils(elles) ne savaient pas où la trouver. Une fois que le décès de cette femme a été confirmé, le BOF a remboursé plus de 2 800 \$ à cet homme.

Cliquez ici pour en savoir plus sur la façon dont nous avons aidé des Ontariennes et des Ontariens à régler leurs problèmes



Immatriculation intermittente

Un francophone qui souhaitait renouveler sa plaque d'immatriculation n'a pas obtenu de services en français de la part d'un bureau de ServiceOntario dans une région désignée. Lorsque nous avons communiqué avec le Ministère des Services au public et aux entreprises (à ce moment-là le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs), nous avons découvert que les services en français par téléphone et en personne n'étaient pas disponibles en tout temps à cet endroit. Pour s'assurer que ce bureau de ServiceOntario ait la main-d'œuvre bilingue nécessaire, nous avons travaillé avec le ministère. Le bureau en question est maintenant en mesure d'offrir des services en français par téléphone et en personne en tout temps.

En savoir plus sur la façon dont nous avons aidé d'autres Franco-Ontariens(ne)s dans nos Cas sélectionnés

TRAVAILLEZ AVEC NOUS : OFFRES D'EMPLOIS



Nous aimerions vous avoir dans notre équipe! Voici ce que nous offrons :

- Travail collaboratif et passionnant avec des collègues exceptionnel(le)s dévoué(e)s au service du public
- Programme complet de prestations de soins de santé, soins dentaires et soins de la vue
- Congé payé de maternité et parental généreux
- Milieu de travail hybride, avec un bureau au centre-ville, directement sur la ligne de métro
- Engagement à l'équilibre entre travail et vie personnelle
- Régime de pension à prestations déterminées par l'entremise de la Commission du régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario
- Opportunités de formation continue et de développement

[Consultez tous nos postes ouverts dans la section « Carrières » de notre site web.](#)

Portez plainte ou communiquez avec nous ici



L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités, les conseils scolaires, les services en français et les services de protection de l'enfance. L'Ombudsman Paul Dubé a été reconduit dans ses fonctions d'Ombudsman

Le travail de l'Ombudsman de l'Ontario s'effectue sur les territoires autochtones traditionnels de la province que nous appelons maintenant l'Ontario, et nous sommes reconnaissant(e)s de pouvoir travailler et vivre sur ces territoires.

Copyright © 2022 Ombudsman Ontario, Tous droits réservés.

Vous souhaitez changer la façon dont vous recevez ce bulletin?

Vous pouvez [mettre à jour vos préférences](#) ou [vous désabonner de cette liste](#).